**La théorie de Keynes**

La théorie de **Keynes** justifie donc la dépense publique en lui conférant un rôle central dans la relance du système en cas de crise. **Keynes** soutient qu’un état peut s’endetter pour soutenir la consommation et l’investissement car ces dépenses vont engendrer un effet démultiplicateur sur la croissance et la richesse. Du coup, il ne s'agit plus d'éviter les atteintes à la concurrence mais de développer des instruments contre la crise afin de soutenir les prix (par exemple, l'*Agricultural Adjustment Act* allégeant la dette et réduisant la production), d'aider les secteurs en difficultés. L’intervention prend aussi souvent la forme de grands programmes d’investissement lourds comme la construction des autoroutes, de barrages comme l'aménagement de la vallée du Tennessee (Tennessee Valley Authority). Un certain dirigisme économique émerge. Ainsi le National Industrial Recovery Act (NIRA) entreprend, sous Roosevelt, une organisation corporatiste des industries (mise entre parenthèses des lois anti-trust) pour harmoniser les conditions de production et limiter la concurrence. La même logique prévaudra durant la guerre avec une économie entièrement tournée vers la défense. En 1945, la sortie de l’économie de guerre oblige l’état américain à investir massivement pour faciliter la reconversion. Un schéma voisin préside en Europe. Par exemple, en France, l’état intervient en 1936 pour nationaliser les chemins de fer et financer son développement. En 1945, il nationalise de nombreuses entreprises comme Renault mais aussi des banques, des assurances, des industries… L’état s’affirme comme le premier acteur économique, central et incontournable.